

Les parties sont dispensées du ministère d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

R. 2122-98

Décret n°2011-771 du 28 juin 2011 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les délais fixés par les **articles R. 2122-93, R. 2122-96 et R. 2122-97** sont calculés et prorogés conformément aux dispositions des articles **640,641 et 642** du code de procédure civile.

Section 4 : Voies de recours

R. 2122-99

Décret n°2012-1130 du 5 octobre 2012 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les recours dirigés contre les arrêtés pris en application de l'article **L. 2122-II** sont portés devant la juridiction désignée par l'*article R. 311-2 du code de justice administrative*.

Titre III : Statut juridique

Chapitre Ier : Objet et constitution

R. 2131-1

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les statuts du syndicat sont déposés à la mairie de la localité où le syndicat est établi.
Le maire communique ces statuts au procureur de la République.

Chapitre V : Ressources et moyens

Section 1 : Certification et publicité des comptes des organisations syndicales de salariés et professionnelles d'employeurs

D. 2135-1

DÉCRET n°2015-87 du 28 janvier 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les comptes annuels des syndicats professionnels de salariés ou d'employeurs et de leurs unions, et des associations de salariés ou d'employeurs mentionnés à l'article **L. 2135-1** sont établis dans les conditions prévues au présent chapitre.

D. 2135-2

DÉCRET n°2015-87 du 28 janvier 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les comptes annuels des syndicats professionnels de salariés ou d'employeurs et de leurs unions, et des associations de salariés ou d'employeurs mentionnés à l'article **L. 2135-1** dont les ressources au sens de l'article **D. 2135-9** sont supérieures à 230 000 euros à la clôture d'un exercice comprennent un bilan, un compte de résultat et une annexe selon des modalités définies par règlement de l'Autorité des normes comptables.